

CONTRE LA LOI RACISTE DARMANIN-LE PEN : OUVRIR LES FRONTIÈRES, DROITS ÉGAUX POUR TOUS

Lundi 11 décembre, Darmanin a vu son projet de loi contre les migrants et migrantes retoqué à l'Assemblée. Vendredi 15 décembre, il était à Calais pour le défendre à nouveau. Le même jour, au large des côtes, deux hommes ont disparu en tentant de se rendre en Angleterre, allongeant encore la liste des noyés de la Manche et de la Méditerranée. Mardi 19, il s'aligne, sur ordre de Macron, avec les républicains d'Éric Ciotti et les racistes du Front national.

« Une victoire idéologique » clame Marine Le Pen. Une victoire des idées xénophobes des plus nauséabondes, oui. Mais une victoire facile, tant Macron et Darmanin avaient déjà fait de chemin dans ce sens. Tant déjà leur politique anti-immigration, comme de tous les gouvernements européens, tue.

UNE SURENCHÈRE ANTI-IMMIGRÉS, CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Ce ne sont jamais les hommes d'affaires, les dirigeants de firmes multinationales ni les exploiters qui rencontrent des barrières : pour eux, la liberté de circulation est totale ; elle l'est pour leurs capitaux et leurs marchandises, issues du pillage des richesses sur toute la planète.

Si toute la droite de Macron à Le Pen en passant par Ciotti veut durcir les règles contre les migrants, c'est pour permettre au patronat de les exploiter toujours plus, en faisant dépendre leur titre de séjour de leur emploi, en exerçant un chantage au renouvellement des papiers. Car il faut aux patrons des travailleurs immigrés pour remplir les tâches les plus pénibles et les plus mal payées. Et c'est à nous tous qu'ils s'en prennent en s'en prenant à nos camarades de travail.

Le caractère raciste de ce projet de loi, par ces aspects les plus injustes, notamment concernant les possibilités de se soigner pour les travailleurs immigrés et leur famille, a fait quelques remous dans les rangs du Modem ou d'une partie des députés macronistes et de quelques ministres qui renâclent. Mais il a été voté par toute la droite et l'extrême droite. L'accord passé entre Macron, Ciotti et Le Pen montre le chemin que prennent ceux qui nous gouvernent pour durcir leur politique anti-ouvrière, dont la politique anti-migrants est un volet.

MÊMES PATRONS, MÊME COMBAT !

La gauche parlementaire s'en offusque aujourd'hui. À la bonne heure pourrait-on dire, si on oubliait que cette gauche, quand elle était au pouvoir, n'a jamais défendu l'ouverture des frontières et les droits des migrants et migrantes. Si on oubliait que c'est sa politique anti-ouvrière qui a ouvert la porte à un Macron et à la progression de l'extrême droite.

C'est à nous de nous battre pour faire ravalé au gouvernement sa loi et en combattre tous les effets : empêcher les expulsions, imposer les mêmes droits pour tous, français ou immigrés, au logement et à la santé notamment. Tout ce que les travailleurs et les travailleuses ont gagné, c'est par leurs luttes, les manifestations et les grèves. Dans ces luttes, comme au travail au quotidien, quelle que soit notre nationalité, avec ou sans papiers, nous sommes tous de la classe de ceux et celles qui triment pour produire des richesses... et qui touchent des salaires bien inférieurs à la richesse qu'ils produisent !

La seule frontière pour nous, c'est celle qui sépare les exploités des exploiters. Celles et ceux qui ont dû traverser les mers et les frontières sont parmi les plus exploités d'entre nous, dans les cuisines des restaurants, les chantiers du bâtiment, l'entretien des bureaux ou les services à la personne, sans papiers, non déclarés, en intérim ou emploi précaire. Raison de plus pour être toutes et tous solidaires.

Non à la loi Macron-Darmanin-Le Pen contre nos frères et sœurs immigrés. C'est nous tous, travailleurs français comme immigrés, que gouvernants et patrons trouveront en face d'eux dans les grèves et dans la rue, dans les semaines et les mois qui viennent.

TOUR DE VIS

À peine arrivée, la nouvelle direction veut afficher de la fermeté : d'une part, elle réorganise la production et multiplie les convocations pour « recadrer » (et peut-être sanctionner ?) des collègues ; d'autre part, elle refuse même une simple « prime de pouvoir d'achat » (dite prime Macron) en cette fin d'année de forte inflation.

Dans ces conditions, il n'y a rien à attendre spontanément des négociations salariales de début 2024, que la direction a l'obligation d'engager mais où elle a le droit d'arriver les mains vides.

Or c'est de vraies augmentations de salaires dont nous avons besoin : ce sera donc à nous d'être tout aussi fermes là-dessus !

AUGMENTATION DU SMIC AU 1^{ER} JANVIER : RIDICULE

Pour « tenir compte de l'inflation », dit le gouvernement, le Smic va augmenter au 1^{er} janvier de... 1,13 %. Le salaire minimum brut horaire passera de 11,52 euros à 11,65 euros. En net mensuel, il passera de 1 383,08 euros à 1 398,69 euros, soit une augmentation de 15,61 euros par mois... à peine plus que le prix d'un paquet de cigarettes. Vraiment pas de quoi pavoiser. On ne peut pas vivre aujourd'hui avec moins de 2 000 euros par mois. Mais ça c'est dans les rues et les entreprises qu'il faudra le rappeler au gouvernement.

CALAIS : DES MANIFESTANTS DÉNONCENT UN « GÉNOCIDE DE MIGRANTS »

En marge de la visite de Gérald Darmanin dans la ville, des manifestants ont dénoncé un « génocide de migrants ». La visite du ministre de l'Intérieur a coïncidé avec un nouveau naufrage d'un bateau de migrants. L'embarcation, avec 66 personnes à bord, a chaviré faisant au moins un mort, deux disparus et un homme en état d'hypothermie conduit en urgence à l'hôpital. Olivier Ternisien, coprésident de l'association Osmose 62, a déclaré : « Depuis un certain temps, on a des témoignages d'exilés qui nous racontent que les forces de l'ordre crèvent le canot pneumatique dans l'eau. On n'avait jamais entendu d'histoire pareille auparavant. » De leur côté, les autorités britanniques prévoient d'investir 500 millions d'euros sur quatre ans pour militariser davantage la frontière maritime. Des infamies des deux côtés de la Manche.

QUAND CASINO JOUE AU MONOPOLY

Des salariés de Casino et leurs soutiens ont manifesté à Saint-Étienne dimanche 17 décembre. Ils craignent pour les emplois, car le groupe s'apprête à céder ou fermer ses magasins en raison d'une dette estimée entre 7 et 12 milliards ! Des syndicats dénoncent les actionnaires et la direction qui ont joué avec la peau de 50 000 travailleurs. Ceux-ci n'ont rien à attendre des promesses du ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui fait mine de cornaquer les négociations avec Carrefour, Lidl, Intermarché ou Auchan. Potentiels repreneurs, ils font déjà la chasse aux coûts dans leurs propres enseignes. Les salariés ne pourront compter que sur leur lutte pour mettre la pression maximum sur tous ces vautours.

VIOLENCES SEXUELLES : SEULES 5 % DES VICTIMES PORTENT PLAINTE

Selon une enquête du ministère de l'Intérieur, seules 5 % des femmes victimes de violences sexuelles ont porté plainte en 2021. Ces violences ont concerné 247 000 victimes en 2021 dont 88 % de femmes et 60 % de moins de 25 ans. Dans un rapport publié fin septembre, la Fondation des femmes fustigeait « l'écart abyssal entre les dépenses de l'État et les besoins nécessaires en matière de violences conjugales, sexistes et sexuelles ». Dans ce document extrêmement précis, l'organisation affirmait qu'il faudrait entre 2,6 et 5,4 milliards d'euros pour lutter efficacement contre l'ensemble de ces violences, alors que l'État n'a dépensé en 2023 que... 184,4 millions. Pas étonnant que les victimes se sentent abandonnées par les pouvoirs publics.

ÉNERGIES FOSSILES : EN AVANT TOUTE !

À peine l'accord final de la COP 28 avait-il été signé que le président qatari de la conférence, Sultan al-Jaber, annonçait qu'il allait poursuivre les investissements record de sa compagnie d'hydrocarbures dans la production de pétrole et de gaz. Dans le même temps, l'Agence internationale de l'énergie publiait son rapport annuel qui révélait que la planète n'avait jamais consommé autant de charbon. La demande mondiale a atteint 8,53 milliards de tonnes, un record historique, essentiellement en raison de la forte hausse en Chine, en Inde et en Indonésie, pays qui n'ont pas l'intention de lever le pied. Mais rien n'est perdu. Il y aura une COP 29 l'an prochain en Azerbaïdjan, autre gros producteur de pétrole, à l'issue de laquelle sera adopté un nouvel « accord historique » qui comme d'habitude ne résoudra rien. Sale temps pour la planète...